

Arrêté

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société HAUTS DE GARONNE ENERGIES
pour l'exploitation d' une installation de combustion
située sur la commune de Cénon**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 et 23 relatifs aux prescriptions complémentaires et modifications ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2020 mettant à jour des prescriptions techniques applicables à la société Rive Droite Energie à Cenon ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2022 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société HAUTS GARONNES ENERGIES et fixant des prescriptions complémentaires à la société HAUTS GARONNES ENERGIES pour l'exploitation d'une installation de combustion située sur la commune de Cénon ;

VU le porter-à-connaissance déposé le 17 septembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 26 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 27 novembre 2025 ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant concernant ce projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 26 novembre 2025, ce projet ne constitue pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 6 août 2020 complété le 20 janvier 2022, suite à la mise à l'arrêt de la turbine à gaz d'une puissance de 8 MW ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande de réévaluer la fréquence et la liste des polluants à surveiller conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette demande apparaît recevable et nécessite une modification des prescriptions applicables à l'installation ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1. Objet de l'autorisation

Article 1.1. Bénéficiaire de l'autorisation

La société HAUTS DE GARONNE ENERGIES dont le siège social est sis rue Jean Cocteau, CENON (33150), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis rue Jean Cocteau, CENON (33150), de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2. Modification du classement de l'installation

L'article 1.2.1 de l'arrêté du 6 août 2020 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Rubrique ICPE	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Puissance autorisée
2910	A-1	E	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW	Une installation de combustion composée de 2 unités : 2 chaudières gaz de 19,2 MW chacune Soit un total de 38,4 MW	38,4 MW

»

Article 3. Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté du 6 août 2020, modifié par l'arrêté du 20 janvier 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations est organisé de la façon suivante :

Chaudière	Conduit	Puissance thermique des installations fonctionnant au gaz naturel
Chaudière 1	1	19,2 MW
Chaudière 2	2	19,2 MW
Puissance totale		38,4 MW

L'ensemble des conduits rejoint une seule cheminée d'une hauteur de 52 m »

Article 4. Modification de la puissance de l'activité de combustion de l'autorisation d'émettre des gaz à effets de serre

L'article 2.8.1 de l'arrêté du 6 août 2020 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

«La présente autorisation vaut autorisation pour les émissions de gaz à effet de serre, prévue par l'article L. 229-6 du code de l'environnement, au titre des activités suivantes figurant au tableau de l'annexe de l'article R. 229-5 du code de l'environnement :

Activité	Puissance/capacité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	38,4 MW	Dioxyde de Carbone

»

Article 5. Modification des valeurs limites d'émission et suivi

L'article 4.1.1 de l'arrêté du 6 août 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, les rejets dans l'air respectent les conditions suivantes (les valeurs limites sont des maximums et non pas des valeurs moyennes) :

Chaudières de 19MW Conduit 1 et 2	Concentration O2 de référence:3 %	Flux	Surveillance
Débit	25814m ³ /h (200°C) 14900 m ³ /h (0°C)	-	Continue Annuel par un organisme
T°, débit, pression, teneur vapeur d'eau	-	-	Continue Annuel par un organisme
NOx	100 mg/Nm ³	1,49 kg/h	Continue Annuel par un organisme
CO	40 mg/Nm ³	0,596kg/h	Continue Annuel par un organisme

»

Article 6. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R514-3-1 du code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **deux mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>

Article 7. Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat (www.gironde.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société HAUTS DE GARONNE ENERGIES.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Cénon,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le **24 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par déléguation
le Secrétaire Général

François DRAPE